

Marseille : le casino, nouveau marqueur stratégique des municipales 2026



Vincent Reynaert

Publié le 4 mars 2026 . Lecture estimée : 5 min



À quelques mois des élections municipales de 2026, la question d'un casino à Marseille s'impose dans le débat public. Relancé par Martine Vassal, le projet dépasse le simple équipement de loisirs. Il interroge la stratégie économique de la ville, son image et son modèle de développement à long terme.

Marseille a déjà connu un établissement de jeux avec le Casino de la Plage, ouvert à la fin du XIXe siècle entre le Roucas Blanc et le Prado, avant sa fermeture en 1926. Depuis, la deuxième ville de France est restée à l'écart du paysage casinotier, contrairement à Nice, Cannes ou Aix en Provence.

Une première tentative avait émergé sous la mandature de Jean Claude Gaudin, à la faveur d'une évolution législative autorisant certaines grandes métropoles à accueillir un casino. Le projet avait finalement été abandonné en 2016.

Dix ans plus tard, Martine Vassal remet le sujet sur la table. Elle présente l'implantation d'un casino comme un projet structurant, capable de renforcer l'attractivité touristique, de dynamiser l'économie locale et de générer de nouvelles recettes fiscales pour la commune.

Un levier économique tangible

Sur le plan économique, les arguments avancés reposent sur des mécanismes bien identifiés.

Un casino génère d'abord des recettes fiscales directes via le prélèvement communal sur le produit brut des jeux. Pour une ville de plus de 870 000 habitants, l'enjeu budgétaire n'est pas marginal.

Ensuite, l'établissement crée des emplois directs, généralement entre 150 et 300 postes selon la taille et le positionnement du site. À cela s'ajoutent des effets indirects sur l'hôtellerie, la restauration et l'événementiel.

Marseille dispose d'atouts objectifs. Son port de croisière figure parmi les plus importants de Méditerranée. La clientèle potentielle est mixte, locale, nationale et internationale.

Reste à définir le modèle. Un casino centré principalement sur les machines à sous n'aura pas le même impact qu'un complexe intégré combinant restauration premium, offre événementielle et animation nocturne. Le modèle économique conditionnera la portée réelle du projet.



Un casino à Marseille ne serait pas une nouveauté. En 1888, un casino accueillait les joueurs phocéens avant de fermer ses portes il y a tout juste 100 ans.

Un équilibre régional à mesurer

L'ouverture d'un casino dans la métropole phocéenne poserait la question de la redistribution des flux régionaux. La Provence compte déjà plusieurs établissements, notamment à Aix en Provence ou à Cassis.

Marseille capterait-elle une nouvelle clientèle liée aux croisières et au tourisme urbain, ou assisterait-on à un simple déplacement de joueurs existants ?

Pour les opérateurs, le marché reste stratégique. Densité urbaine élevée, visibilité internationale, potentiel événementiel important. Le cadre juridique passerait par une délégation de service public, avec mise en concurrence des grands groupes du secteur. La procédure, classique dans l'univers casinotier, introduirait une logique d'appel d'offres structurante.

Le débat sur le blanchiment

Le projet suscite des critiques, notamment dans le camp du maire sortant Benoît Payan. Certains évoquent un risque de blanchiment d'argent dans une ville déjà marquée par des trafics.

Sur le plan réglementaire, les casinos français font pourtant partie des activités les plus encadrées. Contrôle du ministère de l'Intérieur, obligations de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, surveillance permanente des flux, coopération avec TRACFIN. Le cadre juridique est strict.

La question apparaît davantage symbolique que technique. Installer un casino dans un contexte sécuritaire sensible renvoie à une problématique d'image plus qu'à un vide réglementaire.

Deux visions du développement

Au fond, le débat dépasse la question du jeu. Il oppose deux trajectoires possibles pour Marseille.

D'un côté, une stratégie d'attractivité internationale articulée autour du tourisme, du front de mer, d'Euroméditerranée et de la montée en gamme de l'offre urbaine. L'objectif serait d'augmenter la durée moyenne de séjour et la dépense par visiteur.

De l'autre, une priorité donnée à la réindustrialisation, à l'emploi productif et à la cohésion sociale. Dans cette lecture, le casino incarne une économie préentielle jugée moins structurante sur le long terme.

Le clivage est clair, mais il s'inscrit dans un débat plus large sur le positionnement économique de la ville.



Le sujet du casino divise les deux principaux candidats à la mairie de la cité phocéenne avec à gauche le candidat sortant, Benoît Payan, et à droite, son adversaire représentante de la Droite et du Centre, Martine Vassal.

Un calendrier long et incertain

Même en cas d'alternance municipale, le calendrier resterait contraint. Délibération municipale, lancement d'une délégation de service public, instruction par les services de l'État, sélection d'un opérateur, travaux. Entre la décision politique et l'ouverture effective, un délai de trois à quatre ans semble incompressible.

La localisation reste également ouverte. Front de mer, secteur Euroméditerranée, zone portuaire. Le choix du site conditionnera largement l'acceptabilité du projet.

Un test politique

Plus qu'un simple équipement de loisirs, le casino est devenu un marqueur électoral. Il oblige les candidats à préciser leur vision économique et sécuritaire.

À droite, il incarne un pari sur la diversification des recettes et l'attractivité.
À gauche, il cristallise des interrogations sur l'image et les priorités sociales.

Dans une campagne qui s'annonce disputée, le sujet pourrait peser davantage qu'il n'y paraît. Au-delà du jeu, c'est bien le modèle de développement marseillais pour la prochaine décennie qui se trouve en débat.